

Enquête sur les acteurs et usages des données cadastrales au sein des SIG dans le Finistère

Retour sur la restitution présentée le 17-12-2013 lors de la réunion d'échange des géomaticiens du Finistère

Pôle métier cadastre - GEOBRETAGNE
04 février 2014



Bilan du protocole départemental de numérisation du cadastre



Rencontre des acteurs SIG Finistériens
17 décembre 2013

- **Bilan du protocole départemental de numérisation du cadastre**

> L'élaboration et la mise en œuvre d'un protocole départemental pour la numérisation du cadastre :

- Les objectifs de cette démarche étaient les suivants :

- Garantir une homogénéité technique de la numérisation du plan cadastral à l'échelle du département et la qualité des données
- Mutualiser les moyens
- Faciliter les échanges d'informations en travaillant sur une base de données communes
- Contribuer au développement des SIG sur le territoire Finistérien

- Le protocole fixait les conditions d'interventions des partenaires :

- Pilotage et suivi de l'opération,
- Réalisation des travaux de numérisation
- Echange de données numériques entre les partenaires

- Un cadre, à décliner ensuite pour chaque territoire intercommunal (EPCI) par la signature d'une « convention locale de numérisation du cadastre de la Direction Générale des Impôts »

- Cette convention locale est signée entre la DGI et les « partenaires associés »
- Elle fixe les conditions de constitution, de mise à jour, d'usage et de diffusion des données cadastrales (mais ne fixe pas les modalités d'échanges de données des partenaires associés !)



- 1- Accueil - introduction
- 2- Bilan du protocole départemental
- 3 - Restitution de l'« enquête cadastre »
- 4- Echanges avec la salle
- 5 - Relations démarche départementale et GéoBretagne
- 6 - Points d'actualité

- Bilan du protocole départemental de numérisation du cadastre



> La mise en œuvre du protocole départemental

- *Opération de longue haleine : 2002 - 2012*
- *Environ 1 500 000 parcelles numérisées*
- *Montant global des travaux : 670 388 € HT (contre estimation 2003 = 2 145 000 € HT)*
- *Subvention par le Conseil général à hauteur de 119 713 € HT*
- *Une très forte évolution des coûts de numérisation (0,54 € par parcelle en moyenne; de 1,76 € à 0,15 € par parcelle)*

- *Une enquête menée en 2011 auprès des EPCI du Finistère a montré les difficultés liées à l'obtention des données prévues dans le cadre du protocole :*
 - *Peu de conventions effectivement signées*
 - *Difficultés pour accéder aux données*
 - *Difficultés pour obtenir des mises à jour*
 - *Problèmes de qualité de la donnée (format non SIG, problèmes de calage, qualité médiocre)*

- 1- Accueil - introduction
- 2- Bilan du protocole départemental
- 3 - Restitution de l' « enquête cadastre »
- 4- Echanges avec la salle
- 5 - Relations démarche départementale et GéoBretagne
- 6 - Points d'actualité

- Bilan du protocole départemental de numérisation du cadastre



> La mise en œuvre du protocole départemental



- Mise en place d'une dynamique partenariale, ayant favorisé le développement des SIG
- Cadre technique, administratif et financier pour le pilotage des opérations de numérisation
- Un cadre commun garantissant l'homogénéité et la qualité des données produites
- Répartition partenariale du financement
- Identification d'un « chef de file » local : l'EPCI



- Un cadre relativement lourd et rigide (ex. difficulté à intégrer de nouveaux membres)
- Un succès très mitigé des conventions d'échanges de données réseaux
- Une difficulté récurrente pour accéder à ces données
- Un outil et un fonctionnement qui n'est plus adapté aux pratiques actuelles



- Nécessité de définir un nouveau cadre, plus souple ?
- Accompagner les changements de pratiques (accès via GéoBretagne notamment, autres modes de diffusion...) > sensibilisation, coordination...
- Accompagner les évolutions règlementaires (INSPIRE)
- Passer de la mise en œuvre de conventions d'échanges de données à une logique de mise à disposition
- Anticiper la mise en œuvre de la représentation parcellaire cadastrale unique (RPCU) et les impacts que cela pourrait avoir sur les données métiers
- Quel rôle jouer en matière de données réseaux ?
- Rechercher une coordination départementale ?

- 1- Accueil - introduction
- 2- Bilan du protocole départemental
- 3 - Restitution de l'« enquête cadastre »
- 4- Echanges avec la salle
- 5 - Relations démarche départementale et GéoBretagne
- 6 - Points d'actualité

Rappels du contexte et objectifs de l'enquête



Rencontre des acteurs SIG Finistériens
17 décembre 2013

Rappel du contexte et des objectifs de l'enquête



Les structures interrogées

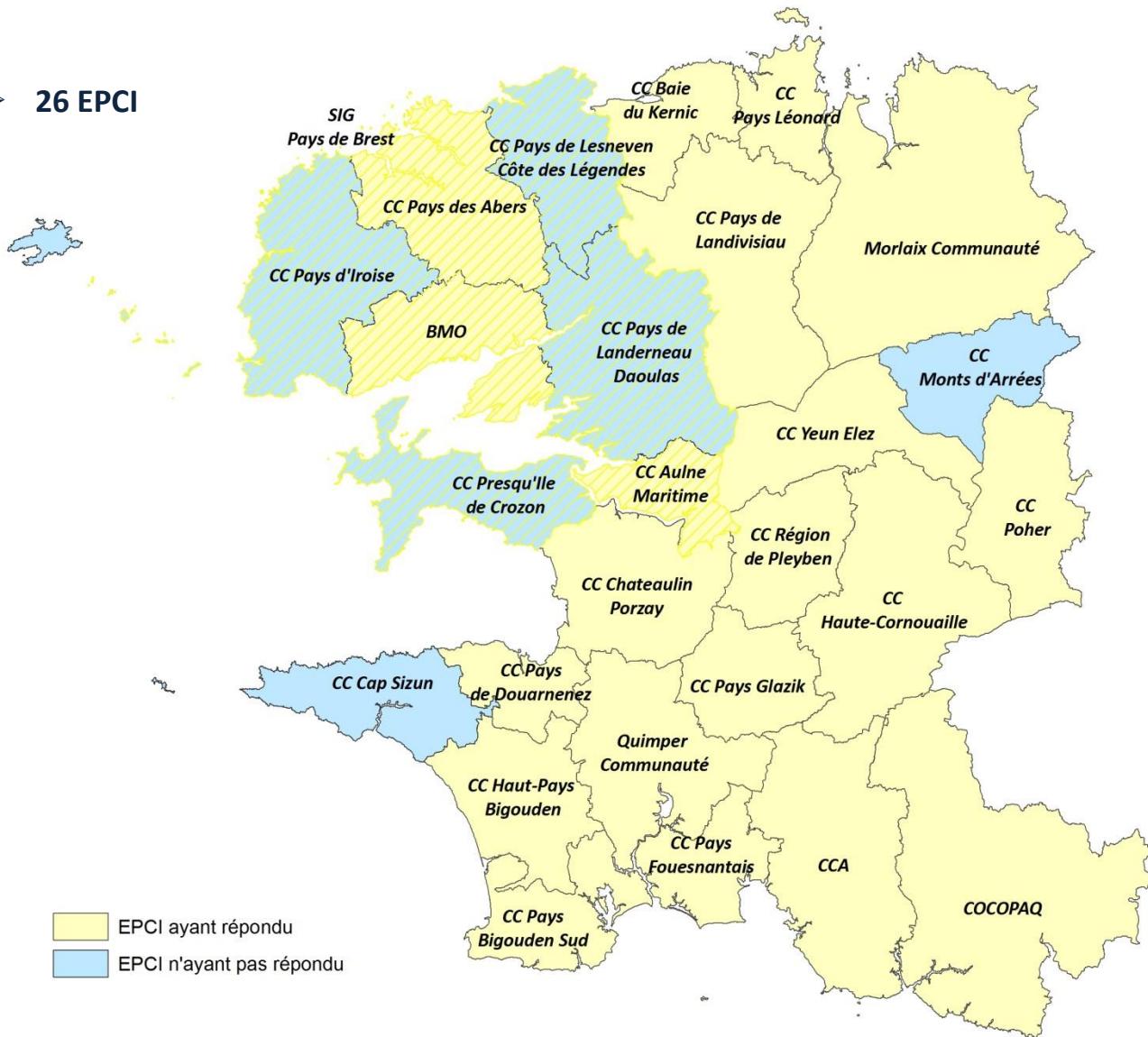


Rencontre des acteurs SIG Finistériens
17 décembre 2013

L'enquête départementale

• Les structures interrogées :

➤ 26 EPCI



➤ 21 partenaires de la démarche départementale

Autres collectivités
Conseil général du Finistère
Chambres consulaires
CCI Brest
CCI Cornouaille
CCI Pays de Morlaix
Chambre d'Agriculture
Pays
Pays de Brest
Pays de Morlaix
Pays de Cornouaille
Pays Centre-Ouest Bretagne
Agences d'urbanisme
ADEUPA
Quimper Cornouaille Développement
Syndicats
SIOCA
SDEF
Services de l'Etat
DDTM
Gestionnaires d'espaces naturels
Conservatoire Botanique National de Brest
Parc Naturel Marin d'Iroise
Agence Aires Marines Protégées
Parc Naturel Régional d'Armorique
Conservatoire du littoral
Agences et services départementaux
SAFI
SDIS

➤ Rq : les communes, bénéficiaires du cadastre via leurs EPCI n'ont pas été directement interrogées

Les usages des données cadastrales

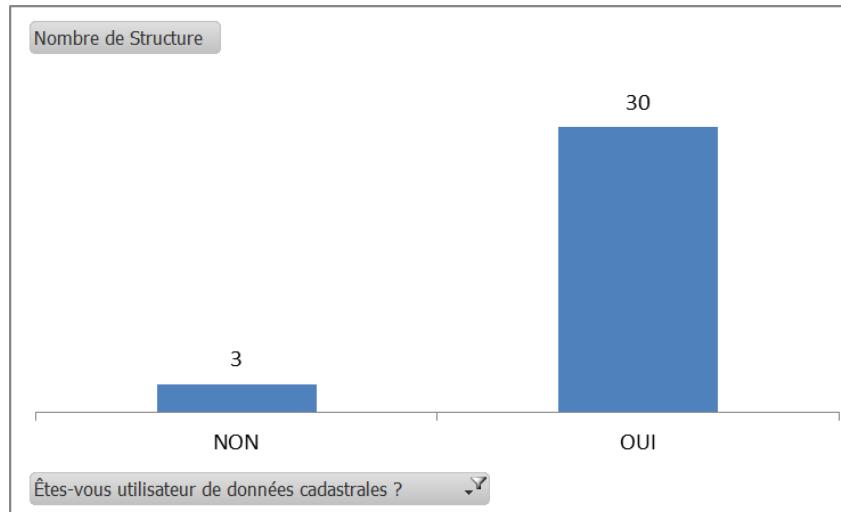


Rencontre des acteurs SIG Finistériens
17 décembre 2013

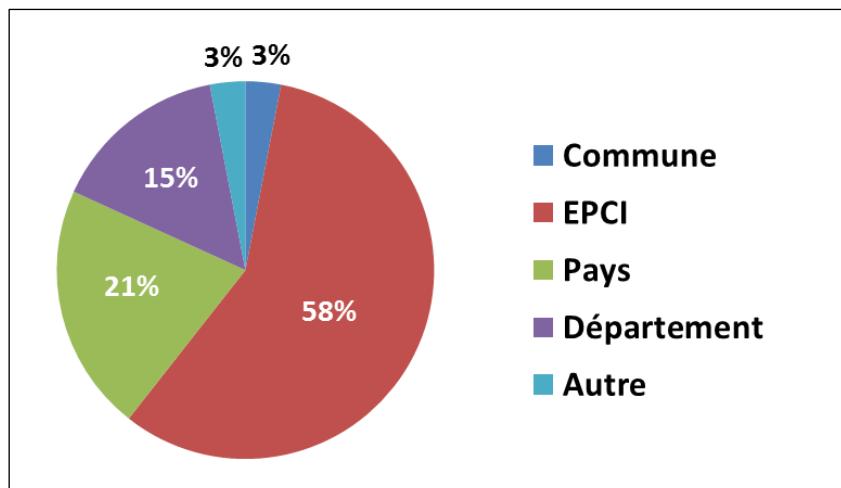
Usages des données cadastrales



> Les structures utilisatrices de données cadastrales :



> L'aire géographique d'usage de ces données :



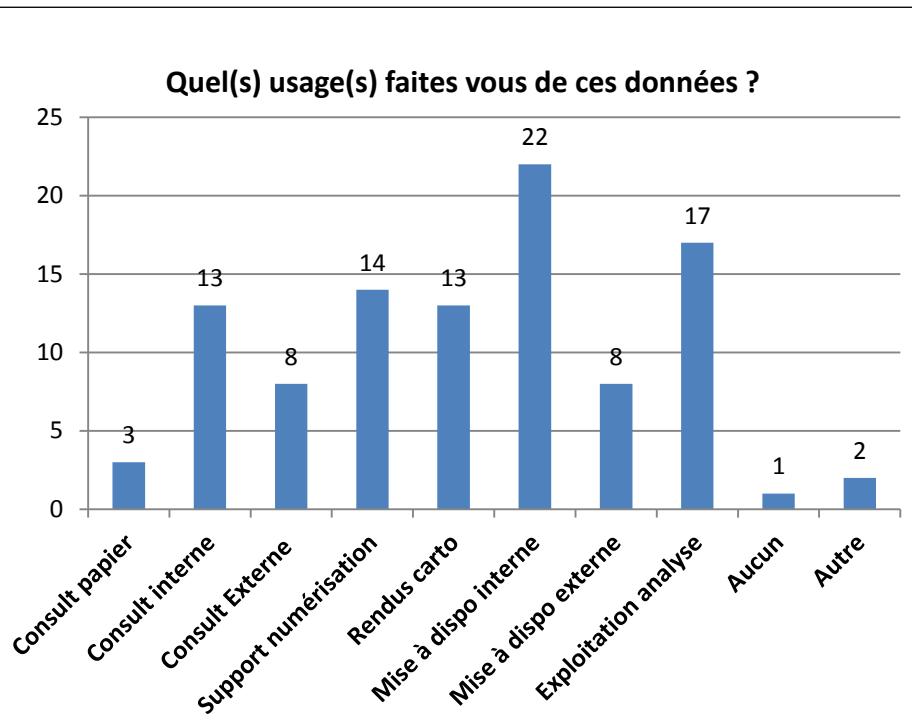
- 1- Accueil - introduction
- 2- Bilan du protocole départemental
- 3 - Restitution de l' « enquête cadastre »
- 4- Echanges avec la salle
- 5 - Relations démarche départementale et GéoBretagne
- 6 - Points d'actualité

Usages des données cadastrales



- 1- Accueil - introduction
- 2- Bilan du protocole départemental
- 3 - Restitution de l' « enquête cadastre »
- 4- Echanges avec la salle
- 5 - Relations démarche départementale et GéoBretagne
- 6 - Points d'actualité

> Les usages effectués



Autres : Gestion du foncier / identification de propriétaires ou d'usagers, localisation d'ouvrages (réseaux principalement)"

➤ Une diversité d'usages est mentionnée par les acteurs ayant répondu. Les usages principaux sont les suivants :

- *Mise à disposition interne pour consultation*
- *Exploitation des données pour analyse*
- *Support de numérisation*

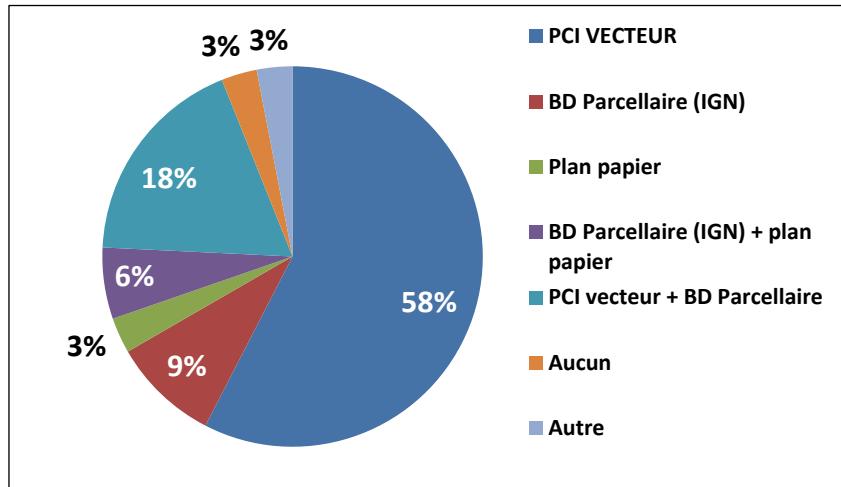
Les types de données cadastrales utilisées



Rencontre des acteurs SIG Finistériens
17 décembre 2013

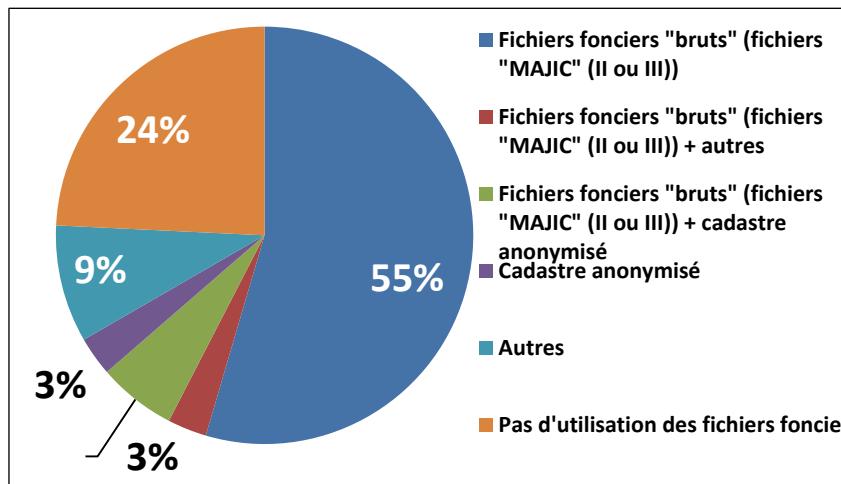
Types de données utilisées

> Les données graphiques



- La majorité des structures exploitent aujourd'hui le PCI vecteur, parfois associé à d'autres produits (notamment la BD parcellaire)
- L'utilisation du plan papier est aujourd'hui marginale
- *Attention : les communes n'ont pas été interrogées.*

> Les fichiers fonciers



- Les données MAJIC sont utilisées majoritairement, parfois associés à d'autres types de fichiers
- L'utilisation de l'outil VISDGI n'est mentionnée dans aucune réponse
- *Attention : les communes n'ont pas été interrogées.*

- 1- Accueil - introduction
- 2- Bilan du protocole départemental
- 3 - Restitution de l' « enquête cadastre »
- 4- Echanges avec la salle
- 5 - Relations démarche départementale et GéoBretagne
- 6 - Points d'actualité

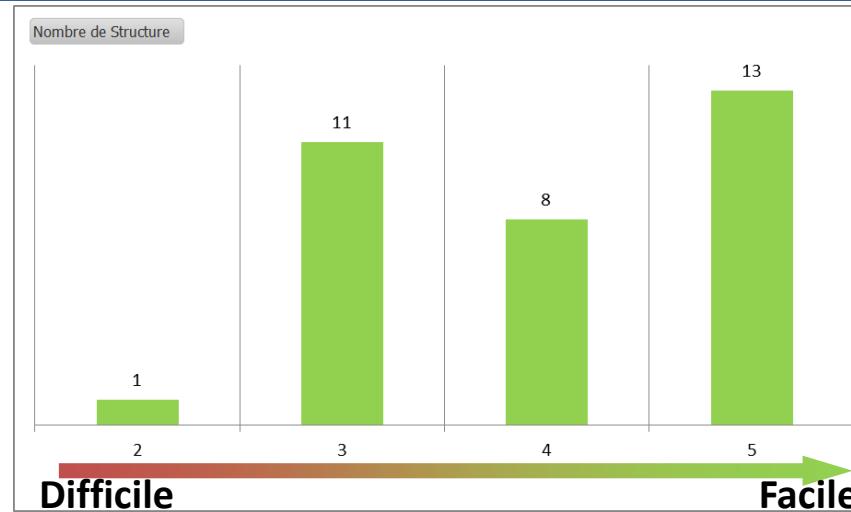
L'obtention des données cadastrales



Rencontre des acteurs SIG Finistériens
17 décembre 2013

L'obtention des données cadastrales : Les données graphiques

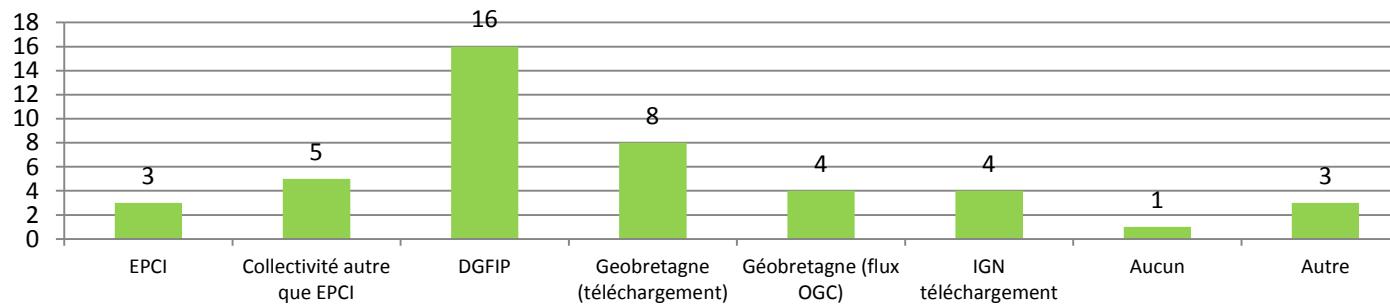
> La facilité d'accès aux données graphiques



- Globalement, l'accès aux données cadastrales graphiques est considéré comme aisés
- Deux groupes semblent toutefois se détacher

> Les fournisseurs de données graphiques identifiés par les répondants

Quel est votre fournisseur ou mode d'accès aux données graphiques ?



Autres :

- Diffusion BDP par le ministère
- Cadastre.gouv.fr (DGFIP)
- DDTM
- GESCAD

> Attention : le fournisseur de données est parfois confondu avec le prestataire chargé de l'intégration des données

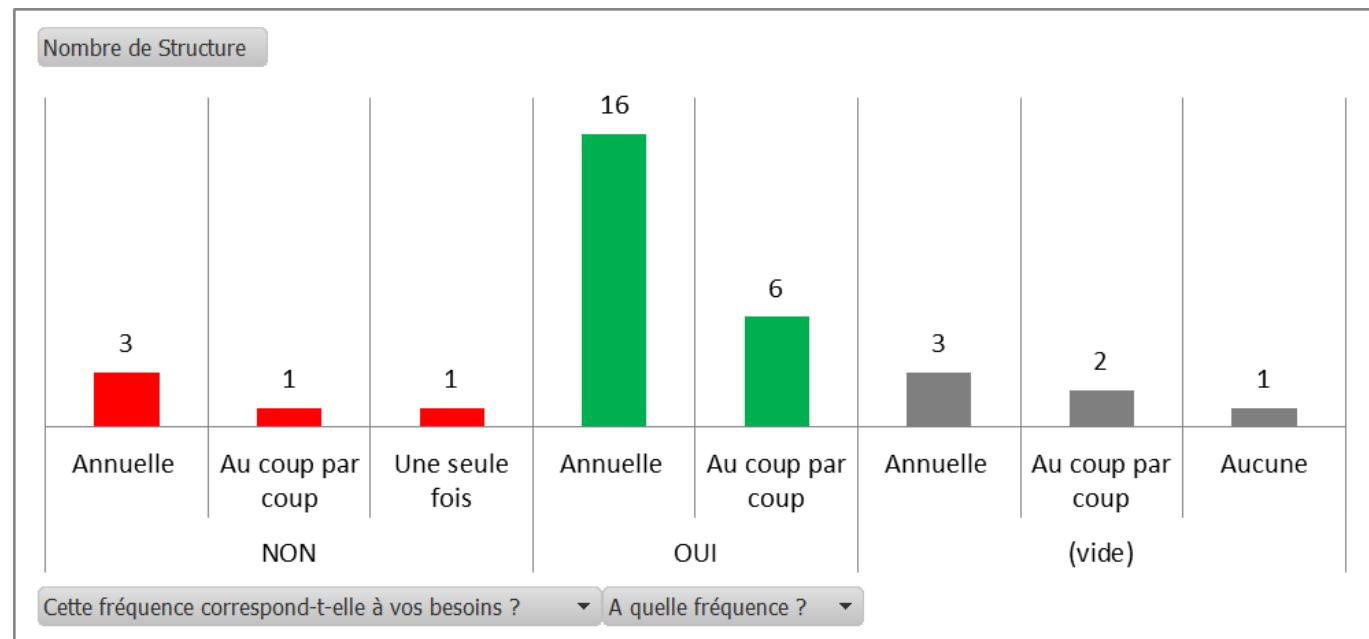
- Parmi les répondants, la DGFIP reste aujourd'hui identifiée comme le fournisseur de données principal

- La plateforme GéoBretagne est aujourd'hui identifiée comme vecteur de diffusion pour 1/3 des répondants

L'obtention des données cadastrales : Les données graphiques



> Adéquation entre fréquence de mise à jour et besoins

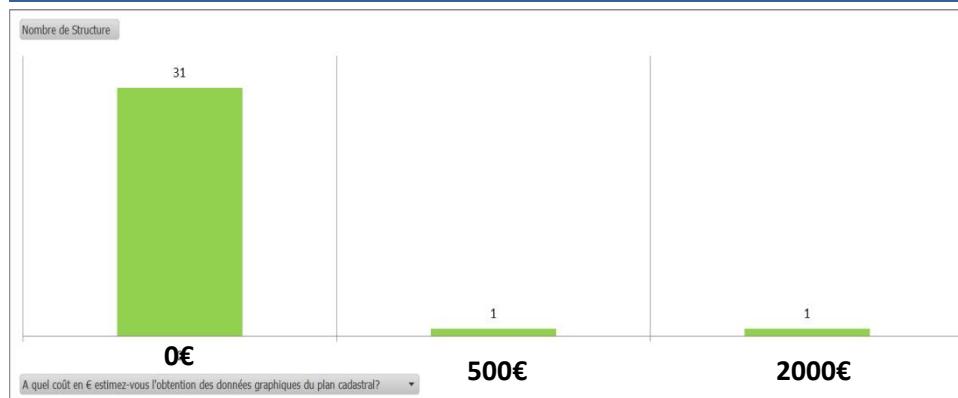


➤ Globalement, satisfaction des répondants concernant la fréquence des mises à jour du PCI

- 1- Accueil - introduction
- 2- Bilan du protocole départemental
- 3 - Restitution de l' « enquête cadastre »
- 4- Echanges avec la salle
- 5 - Relations démarche départementale et GéoBretagne
- 6 - Points d'actualité

L'obtention des données cadastrales : Les données graphiques

> Le coût d'acquisition des données cadastrales graphiques



➤ Pour les deux réponses annonçant des coûts, chiffres à vérifier :

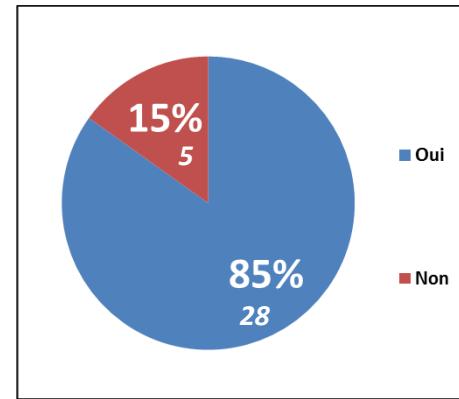
- Confusion avec acquisition des fichiers fonciers ?
- Coût BD parcellaire ?
- Autre ?

> Adéquation périmètre // besoins

➤ Parmi les réponses négatives :

- Besoin de pouvoir accéder aux données cadastrales des territoires frontaliers
- Souhait de pouvoir obtenir les données à l'échelle d'une zone d'étude ou de projet et non pas seulement à la commune (ex. EPCI / Pays, SCoT)
- Remarque d'un géomaticien travaillant sur le domaine marin :
 - Manque de clarté et de visibilité sur ce que sont les données cadastrales
 - Quelles données choisir (PCI vecteur, BD parcellaire) ?
 - Pourquoi existe-t-il des différences de géométrie et incohérences entre les référentiels ?

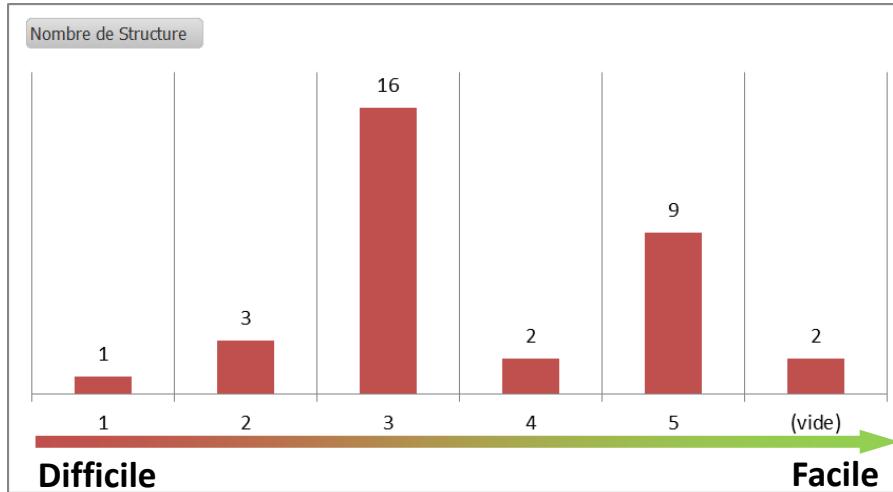
Le périmètre géographique des données obtenues correspond-t-il à vos besoins ?



➤ Une majorité de répondants semble satisfaite, mais le résultat est à nuancer...

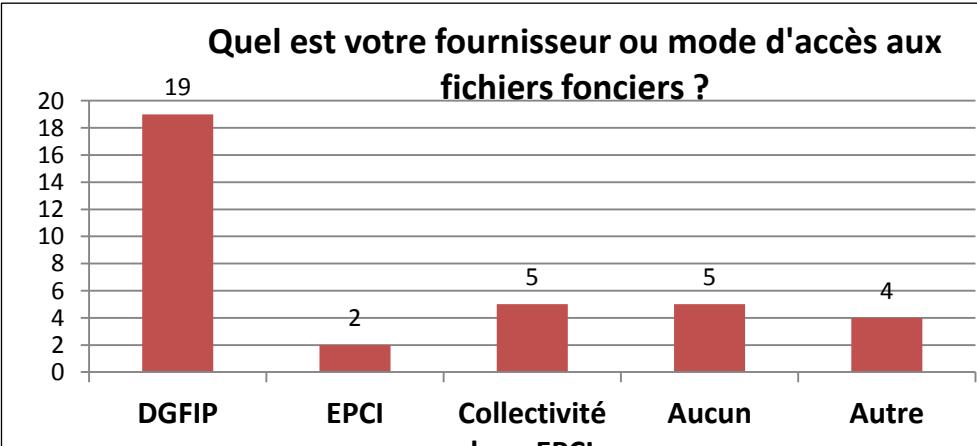
L'obtention des données cadastrales : les fichiers fonciers

> La facilité d'accès aux fichiers fonciers :



- L'accès aux fichiers fonciers est identifié comme étant plus « difficile » que l'accès au plan graphique

> Les fournisseurs de fichiers fonciers identifiés :



Autres :

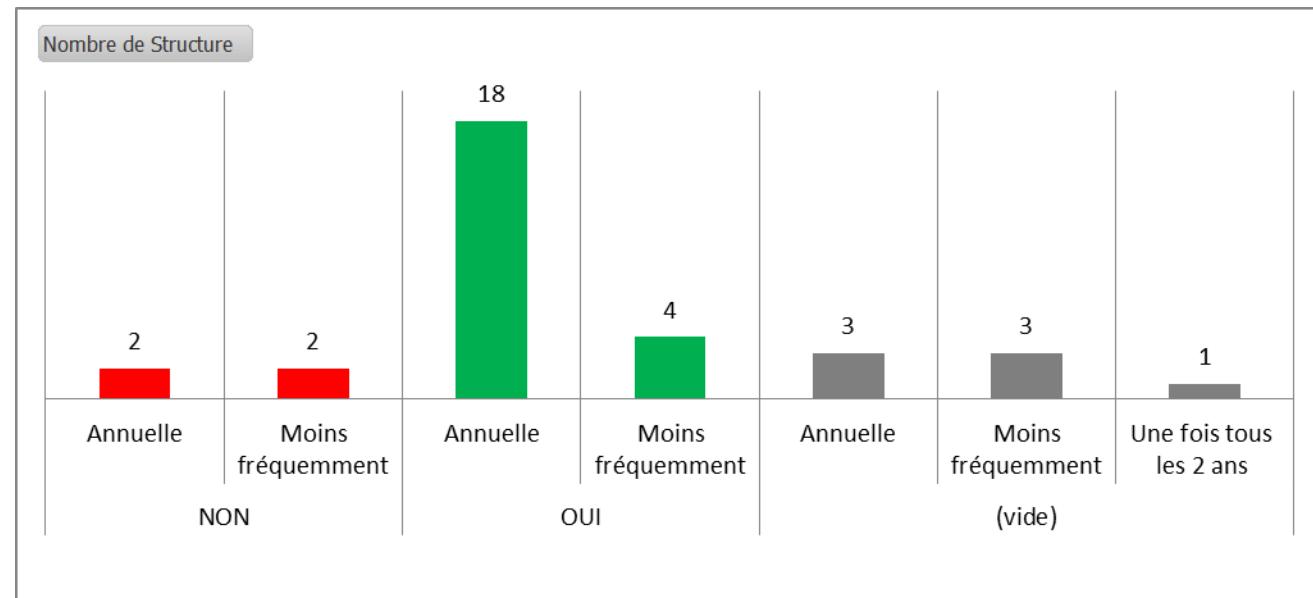
- CETE Nord-Picardie
- GESCAD
- SIOCA
- SIG Pays de Brest

- Là encore, la DGFIP reste identifiée comme fournisseur d'accès principal
- Peu d'intermédiaires sont cités
- Attention à la confusion entre fournisseur de données et prestataire d'intégration

L'obtention des données cadastrales : les fichiers fonciers



> Adéquation entre fréquence de mise à jour et besoins

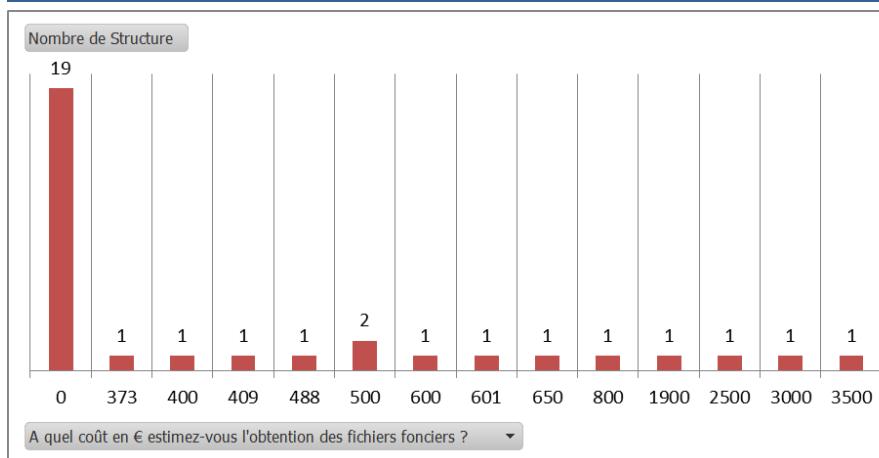


➤ Au vu des résultats annoncés, la fréquence de mise à jour annuelle des fichiers fonciers semble pertinente

- 1- Accueil - introduction
- 2- Bilan du protocole départemental
- 3 - Restitution de l' « enquête cadastre »
- 4- Echanges avec la salle
- 5 - Relations démarche départementale et GéoBretagne
- 6 - Points d'actualité

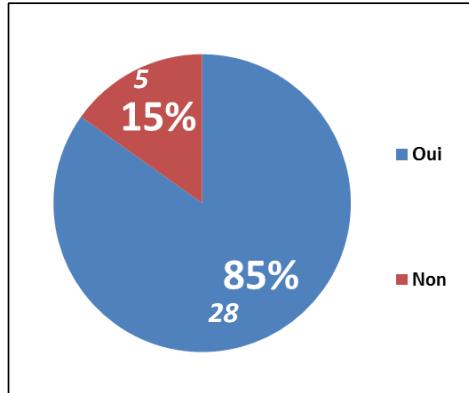
L'obtention des données cadastrales : les fichiers fonciers

> Le coût consacré à l'acquisition des fichiers fonciers :



> L'adéquation entre le périmètre des données obtenues et les besoins

Le périmètre géographique des données obtenues correspond-t-il à vos besoins ?



- Parmi les réponses négatives :
 - *Besoins fréquents des données cadastrales de communes frontalières*
 - *Tous les EPCI n'ont pas ou ne distribuent pas les fichiers FONCIERS pour des raisons différentes*
 - *Récupération partielle sur le territoire*

- Une majorité de répondants (19/33) ont indiqué qu'ils ne paient pas pour l'accès aux fichiers fonciers (redistribution par une autre structure, pas d'utilisation, erreur ?)
- Le coût annoncé par les répondants est à nuancer avec les coûts DGIFP
- Toutefois, on constate que plusieurs acteurs dans le département font l'acquisition de fichiers fonciers à une échelle supra-EPCI.
- Economie potentielle de 12 000 € si acquisition groupée
- Certains territoires font donc l'acquisition de portions déjà achetées à d'autres échelons
- Montant annoncé par EPCI : de 373 à 800 €
- Regroupements inter-communautaires montants annoncés autour de 2000 € // 3500 € pour le département entier

➤ Une majorité de répondants semblent satisfaits, mais là aussi le résultat est à nuancer...

L'obtention des données cadastrales



- 1 - Accueil - introduction**
 - 2 - Bilan du protocole départemental**
 - 3 - Restitution de l' « enquête cadastrale »**
 - 4 - Echanges avec la salle**
 - 5 - Relations démarche départementale et GéoBretagne**
 - 6 - Points d'actualité**

> Synthèse sur obtention des données cadastrales

- *En ce qui concerne le plan graphique, la DGFIP reste le principal fournisseur mais GéoBretagne est désormais bien identifié comme vecteur d'obtention des données*
 - *Souhait de pouvoir bénéficier d'une acquisition multi-échelle, éventuellement via le portail GéoBretagne*
 - *En ce qui concerne les fichiers fonciers, les mêmes données sont parfois achetées plusieurs fois en fonction du périmètre d'intervention des acquéreurs*

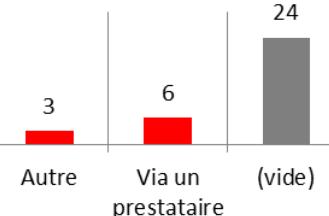
L'intégration des données dans le SIG

Rencontre des acteurs SIG Finistériens
17 décembre 2013



L'intégration des données dans le SIG : les données graphiques

Nombre de Structure

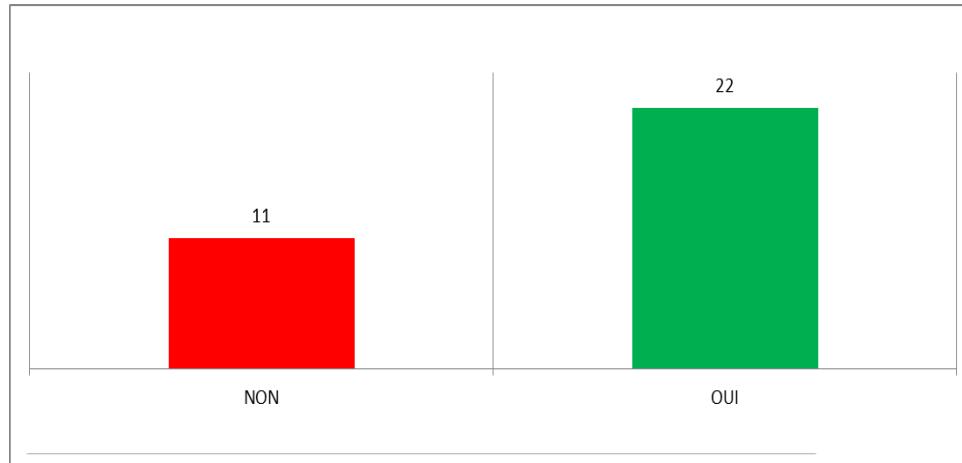


Si NON de quelle façon ? ▾

➤ Réponses « autres » :

- *autre logiciel*
- *construction sur logiciel EDITOP*
- *affichage WMS uniquement*

> Etes-vous amenés à intégrer des données cadastrales graphiques au sein d'un SIG ?

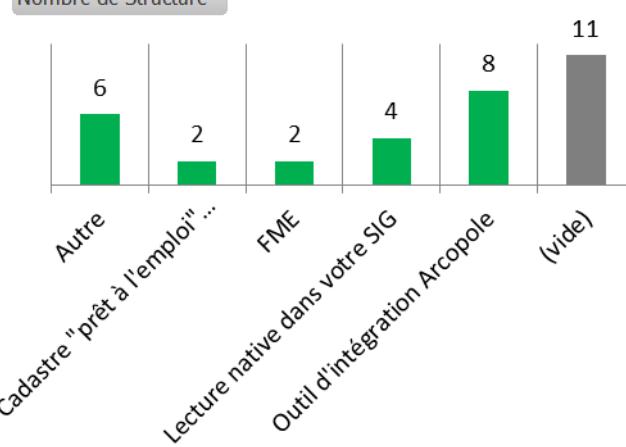


- Une grande diversité de « moulinettes » / logiciels utilisés
- Peu d'utilisation des services de flux à l'heure actuelle

➤ Réponses « autres » :

- *logiciel EDIGEO-Export sté TIS*
- *moulinette*
- *logiciel EDI2MIF*
- *autre logiciel*
- *construction sur logiciel EDITOP*
- *intégration des données sous-traitée à un prestataire, qui diffuse ensuite à la Communauté de Communes et aux communes membres*

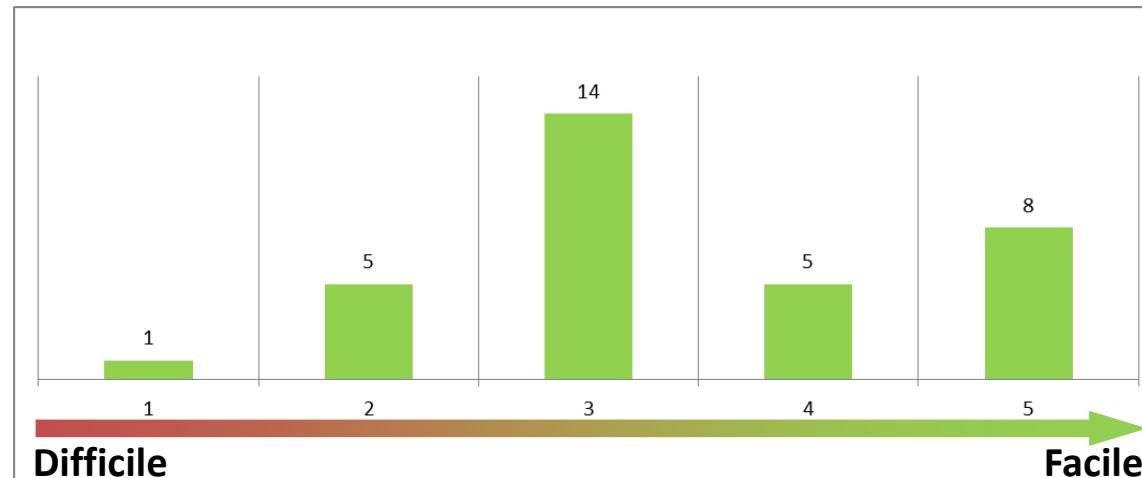
Nombre de Structure



Si OUI de quelle façon ? ▾

L'intégration des données dans le SIG : les données graphiques

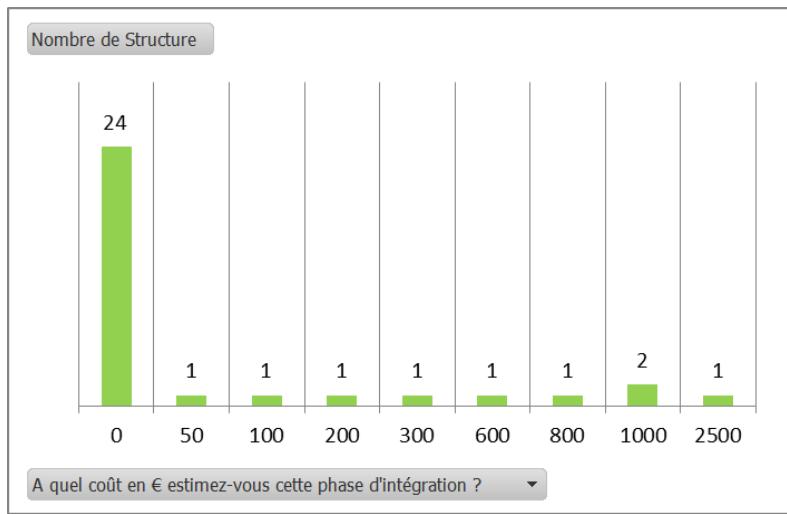
> La facilité d'intégration des données graphiques



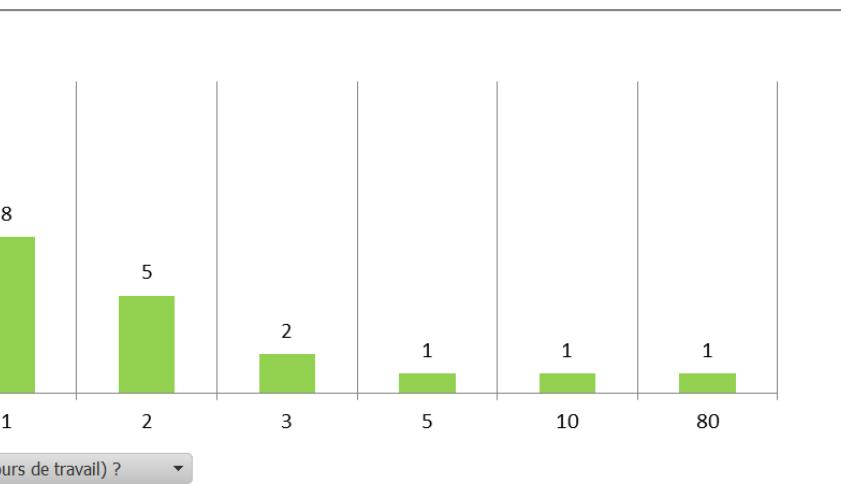
- La phase d'intégration des données du plan graphique est jugée moins aisée que la phase d'obtention de ces mêmes données

L'intégration des données dans le SIG : les données graphiques

> Le coût d'intégration des données graphiques



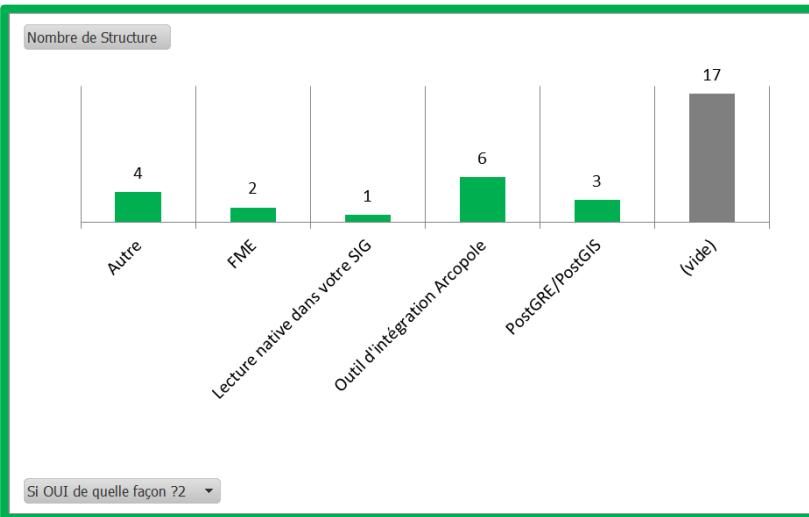
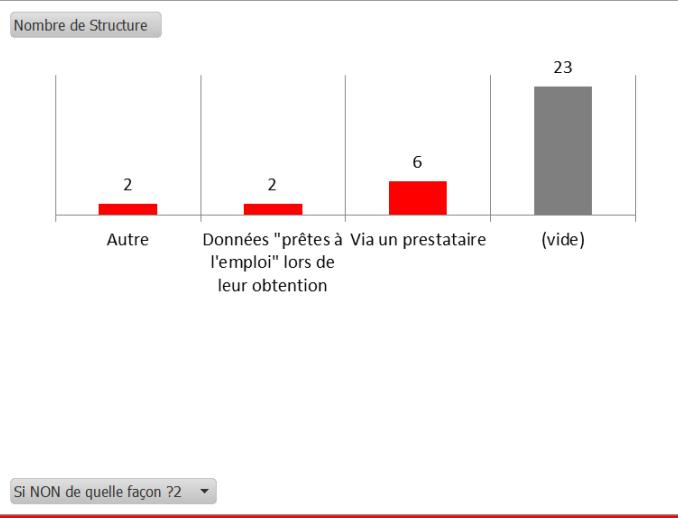
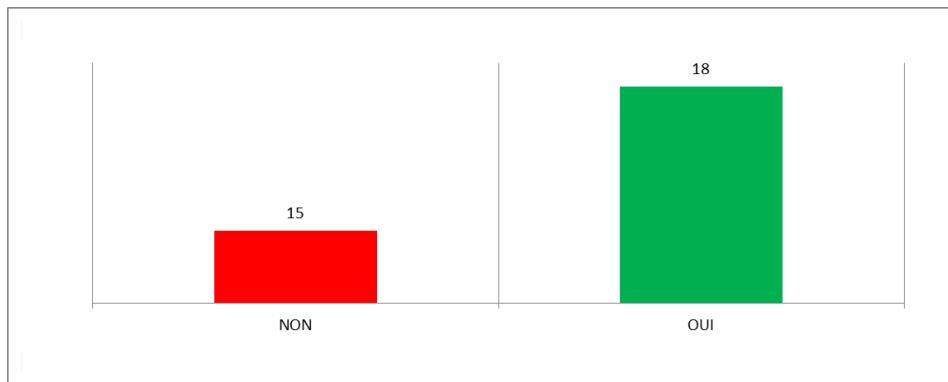
- Une diversité de coûts annoncés
- Beaucoup de structures n'indiquent pas de coût spécifique pour cette tâche
- Pour les structures sous-traitant cette prestation, le temps peut être estimé à environ 0,5 à 1,5 jour de travail
- Pour les structures ayant indiqué un coût, le montant moyen est de 725 € / structure



- Un temps moyen d'intégration des données cadastrales graphiques estimé à 2 jours
- Quelques résultats surprenants (sans doute erreur de saisie)
- Les résultats montrent que la plupart des EPCI ayant répondu sous-traitent cette prestation

L'intégration des données dans le SIG : les fichiers fonciers

> Etes-vous amenés à intégrer des fichiers fonciers au sein d'un SIG ?



- Réponses « autres » :
- Moulinette
 - Intégration impossible dans le SIG j'utilise le logiciel convexe
 - Autre logiciel
 - Intégration des données sous-traitée à un prestataire, qui diffuse ensuite à la Communauté de Communes et aux communes membres en même temps que l'intégration des plans cadastraux

- Réponses « autres » :
- Pas de SIG
 - Pas de besoin des fichiers fonciers

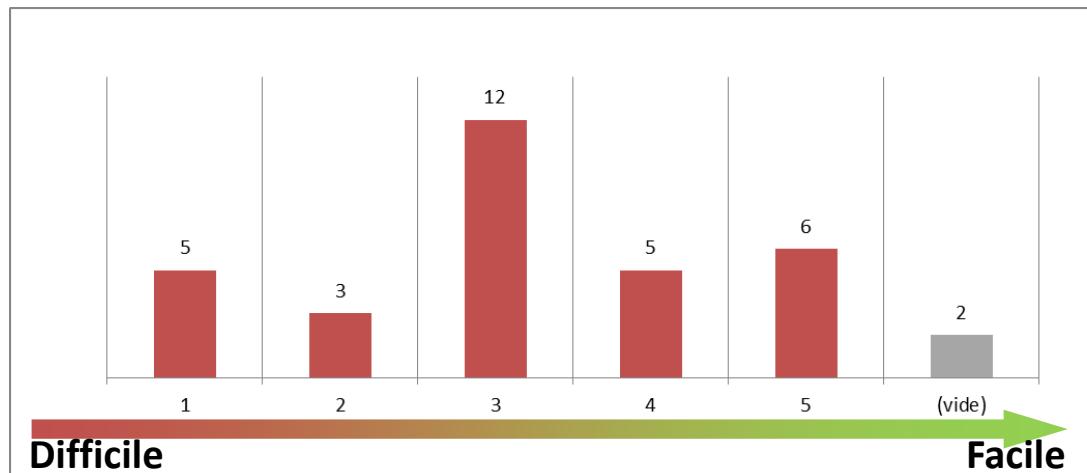
- Par rapport aux données graphiques, davantage de répondants n'intègrent pas les fichiers fonciers (plus d'1/3)
- Certains font appel à un prestataire pour cette tâche
- Pour rappel, 8 répondants sur 33 n'utilisent pas de fichiers fonciers

L'intégration des données dans le SIG : Les fichiers fonciers



- 1 - Accueil - introduction**
 - 2 - Bilan du protocole départemental**
 - 3 - Restitution de l' « enquête cadastrale »**
 - 4 - Echanges avec la salle**
 - 5 - Relations démarche départementale et GéoBretagne**
 - 6 - Points d'actualité**

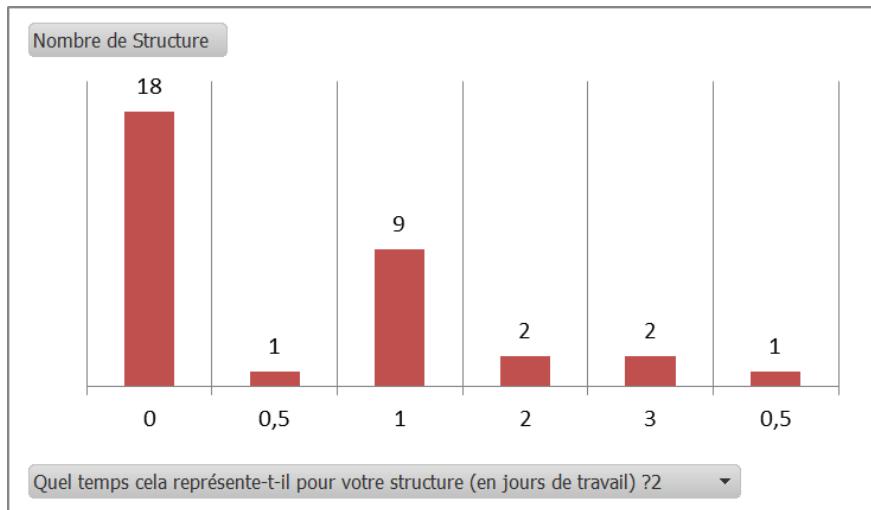
> La facilité d'intégration des fichiers fonciers



- De même que pour l'obtention des fichiers fonciers, la phase d'intégration est jugée plus difficile que pour les données graphiques
 - *Une donnée qui apparaît plus complexe d'utilisation*

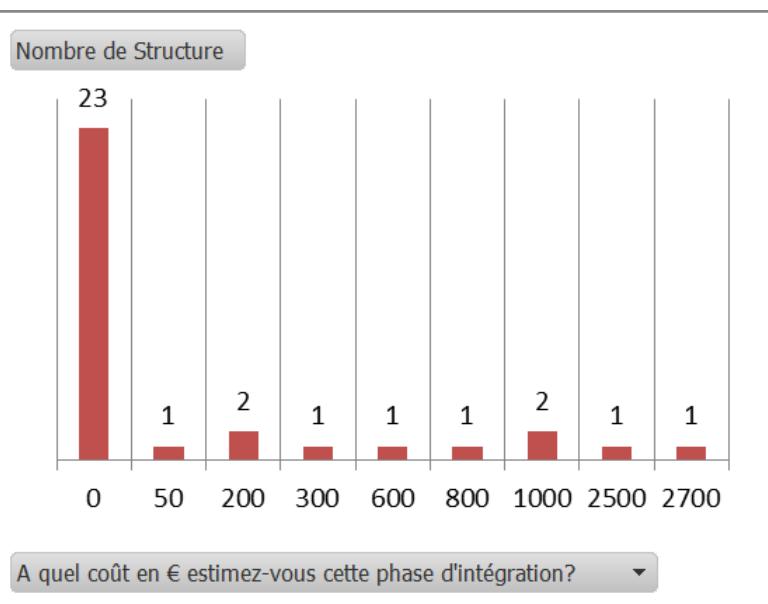
L'intégration des données dans le SIG : les fichiers fonciers

> Le temps passé et les coûts engendrés



- 18 répondants / 33 n'indiquent pas de temps passé pour l'intégration des fichiers fonciers
- Réponse à nuancer avec :
- 8/33 qui n'utilisent pas de fichiers fonciers
- 6/33 qui font appel à un prestataire
- 2 qui déclarent recevoir des données « prêtées à l'emploi »

➤ Le temps passé pour l'intégration des fichiers fonciers paraît globalement faible



- Coût moyen estimé à environ 800 € / prestation
- Environ 1 à 2 jours de prestation sous-traitée
- Vérifier si montant concerne bien uniquement la partie fichiers fonciers ou bien l'ensemble fichiers fonciers + données graphiques

L'intégration des données cadastrales



> Synthèse sur l'intégration des données

- *Une phase considérée globalement comme plus complexe que l'obtention des données*
- *Un grand nombre d'outils utilisés pour transformer et intégrer les données dans les systèmes des structures interrogées*
- *Les coûts et temps passés sont sans doute à nuancer car il y a peut être eu confusion entre plusieurs notions (plan graphique / fichiers fonciers / intégration / diffusion)*
- *Environ un tiers des structures sous-traitent cette tâche*
- *Peu de mutualisation envisageable néanmoins sur cette phase car elle est propre à chaque système*

- 1- Accueil - introduction
- 2- Bilan du protocole départemental
- 3 - Restitution de l' « enquête cadastre »
- 4- Echanges avec la salle
- 5 - Relations démarche départementale et GéoBretagne
- 6 - Points d'actualité

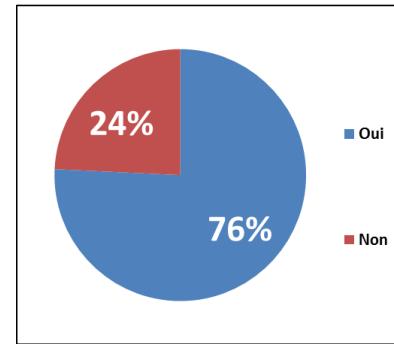
La diffusion des données cadastrales



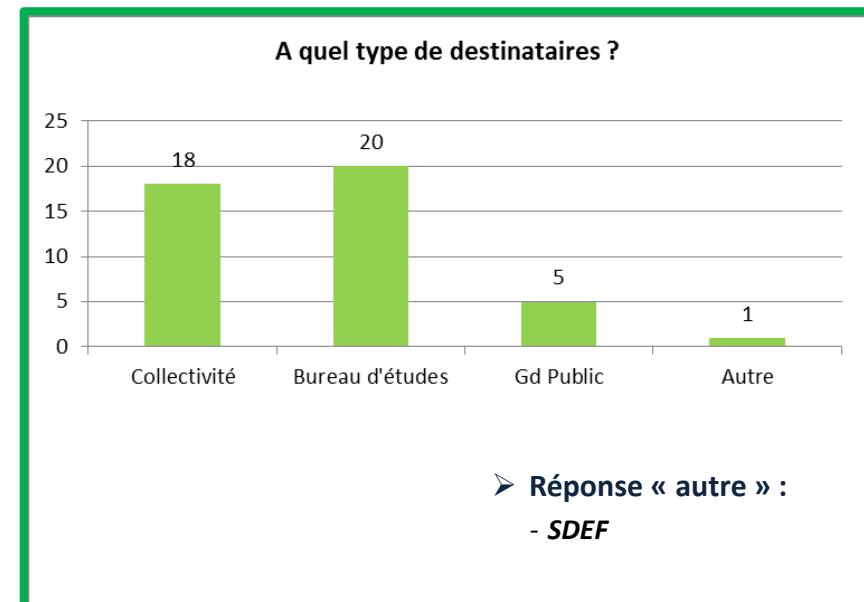
Rencontre des acteurs SIG Finistériens
17 décembre 2013

La diffusion des données graphiques

> Votre structure est-elle amenée à diffuser des données graphiques dans le cadre de ses missions ?



- Une part importante des structures ayant répondu rediffuse des données graphiques (25/8)
- C'est notamment le cas des EPCI qui rediffusent vers les communes
- Beaucoup de rediffusion également vers les prestataires d'études

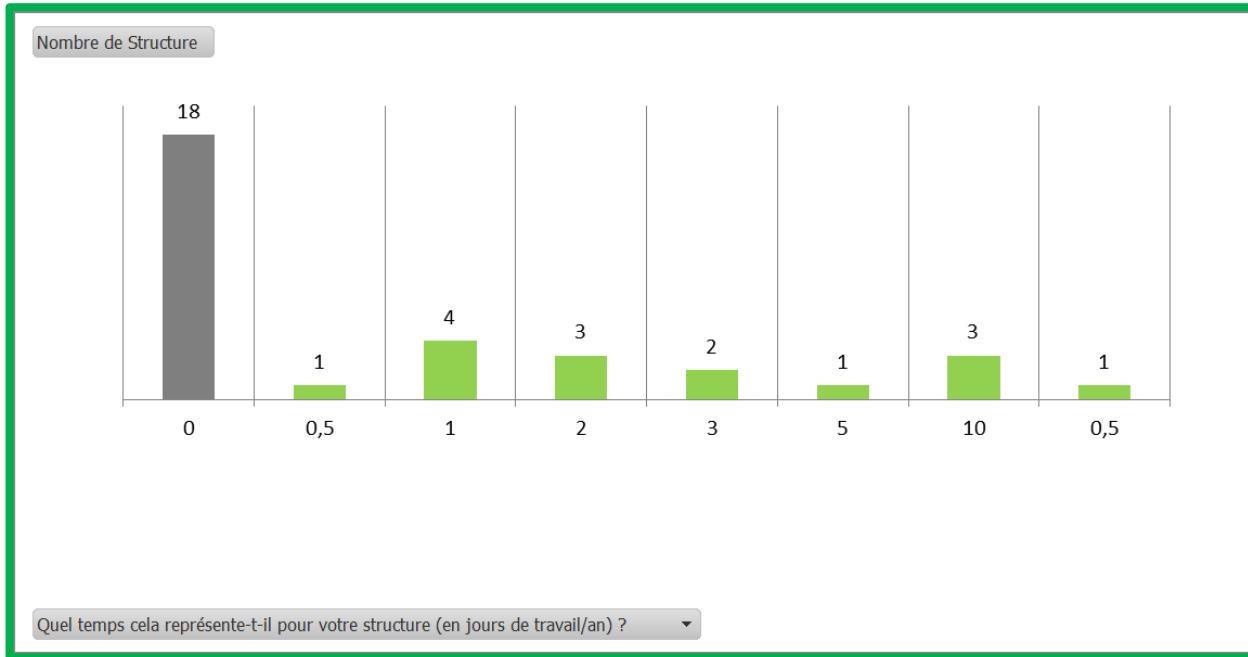


La diffusion des données graphiques



- 1 - Accueil - introduction**
 - 2 - Bilan du protocole départemental**
 - 3 - Restitution de l' « enquête cadastrale »**
 - 4 - Echanges avec la salle**
 - 5 - Relations démarche départementale et GéoBretagne**
 - 6 - Points d'actualité**

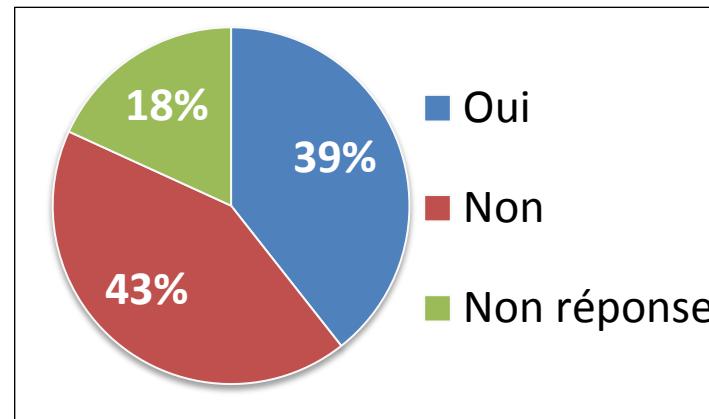
> Le temps passé (en nb de jours de travail /an)



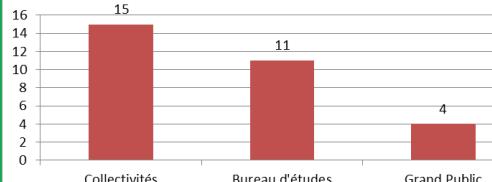
- Le temps passé moyen est estimé à 3,4 jours / structures
 - *Temps passé supérieur aux opération d'obtention et d'intégration en interne*

La diffusion des fichiers fonciers

> Votre structure est-elle amenée à diffuser des fichiers fonciers dans le cadre de ses missions ?



A quel type de destinataires ?



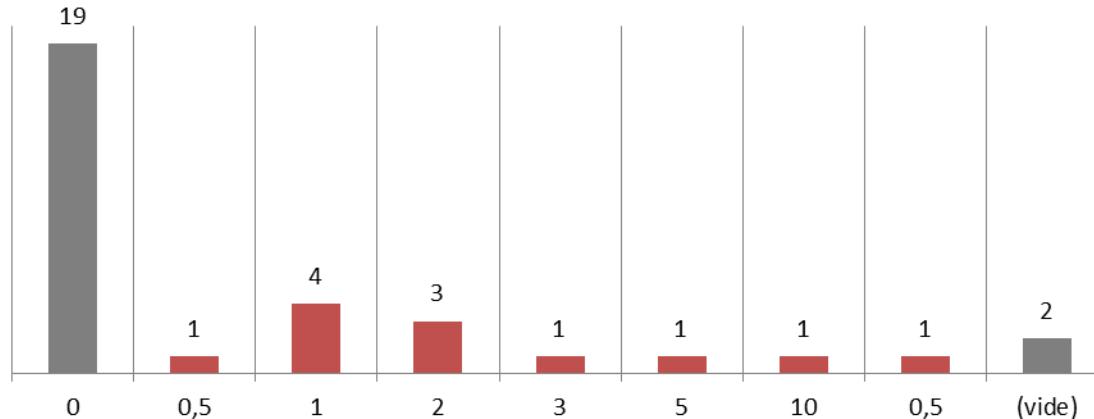
La diffusion des fichiers fonciers



- 1- Accueil - introduction
- 2- Bilan du protocole départemental
- 3 - Restitution de l' « enquête cadastre »
- 4- Echanges avec la salle
- 5 - Relations démarche départementale et GéoBretagne
- 6 - Points d'actualité

> Le temps passé (en nb de jours de travail /an)

Nombre de Structure



Quel temps cela représente-t-il pour votre structure (en jours de travail/an) ?

- Là aussi, le temps passé est globalement plus important pour la rediffusion que pour l'intégration
- *Les résultats sont à nuancer car les réponses peuvent avoir été globalisées entre rediffusion des fichiers fonciers et plan graphique*

Freins et évolutions souhaitées

Rencontre des acteurs SIG Finistériens
17 décembre 2013



Freins rencontrés et évolutions souhaitées

> Les freins et difficultés rencontrées

- Même si, globalement, amélioration des échanges depuis le début de la numérisation ...

➤ *Donnée complexe d'utilisation pour les non-initiés*

- *Diversité des formats de livraisons*
- *Manque de visibilité sur les coûts d'accès à la donnée (diversité de fournisseurs)*
- *Méconnaissance des possibilités et limites des données cadastrales (données graphiques et fichiers fonciers)*
- *Réglementation CNIL, obligation de destruction des données, difficultés d'archivage*

➤ *Difficultés rencontrées par les organismes à une échelle «supra-EPCI » pour accéder aux données :*

- *Le protocole prévoyait une redistribution par les EPCI, mais lourdeur de traitement, délais, disparités de formats, livraison incomplète*
- *Plusieurs demandes et plusieurs interlocuteurs (PCI / fichiers fonciers) pour des données complémentaires*
- *Difficultés à obtenir les fichiers fonciers d'autres collectivités (protection des données personnelles : DCP/ CNIL), même sur des zones restreintes et pour répondre à des missions de service public*

➤ *Difficultés en cas de modifications dans la structure des données et modifications de livraisons : perturbation de la phase d'intégration et de rediffusion*

- *Non concordance entre les données livrées du PCI et les fichiers fonciers (date d'extraction et/ou de mise à disposition différents)*
- *Cas particuliers des communes ayant subi un remaniement cadastral (non concordance avec les fichiers fonciers de l'année + problèmes de topologie avec les données métiers)*

Freins rencontrés et évolutions souhaitées

Obtention des données :

> Les attentes et évolutions souhaitées, exprimées par les répondants

Fréquence et périmètre

- *Livraison du cadastre avec matrice intégrée (gain de temps)*
- *Mise en place d'un espace de téléchargement au niveau de la DGFIP avec accès par comptes et périmètre de téléchargement à la carte*
- *Simplifier l'acquisition sur GéoBretagne*
- *Obtention des données géométriques et fichiers fonciers à la même date afin d'avoir une bonne concordance entre les deux types de données et pouvoir suivre l'historique du découpage cadastral*
- *Possibilité d'obtenir les données cadastrales à des échelles supra-territoriales (EPCI, pays, ...)*
- *Des besoins qui varient en fonction des usages :*
 - *Une fréquence bi-annuelle ou plus régulière de mise à jour correspondrait mieux aux besoins*
 - *Voir en temps réel avec un accès par flux ou serveur de téléchargement*
 - *A contrario, certains souhaitent des mises à jour à dates fixes pour faciliter les suivis et la constitution d'un historique*

Qualité de la donnée :

- *Améliorer la topologie entre les référentiels (notamment sur le littoral : ex Histolitt..., BD topo ...)*

Freins rencontrés et évolutions souhaitées

Communication, sensibilisation

> Les attentes et évolutions souhaitées, exprimées par les répondants

- *Renforcer la sensibilisation et l'information (formation ?) autour des possibilités et limites offertes par les données issues du PCI et des fichiers fonciers*
- *Etudier une solution open-source (logiciel ETL) pour l'intégration des données cadastrales (plan graphique, fichiers fonciers)*

Freins rencontrés et évolutions souhaitées

Accès à la donnée :

- Mode d'obtention
- Fréquence
- Périmètre

> Les pistes d'actions à envisager pour l'avenir

Acquisition groupée // rediffusion : quels types de données / quel public cible ?

Espace de téléchargement / flux ?

Adaptation du périmètre d'obtention des données aux besoins de la structure ?

Fréquence de mise à disposition plus régulière ?

Usages :

- Formats
- Intégration
- Optimisation et limites

➤ Possibilité d'un fichier unique (plan graphique // fichiers fonciers) ?

➤ Généralisation de la diffusion du cadastre anonymisé ?

➤ *Diversité des systèmes utilisés par les usagers : difficulté à livrer les données dans un format standard et non propriétaire*

Freins rencontrés et évolutions souhaitées

Gouvernance

- Freins juridiques
- Aspects financiers

> Les pistes d'actions à envisager pour l'avenir

L'aspect financier ne ressort pas spontanément mais on voit qu'il existe des pistes d'améliorations possibles

- *Mutualisation : diminution des coûts d'acquisitions*
- *Economies en termes de temps passé*

Faisabilité à approfondir pour la mise en place d'un circuit d'acquisition et de redistribution des données (fichiers fonciers / données graphiques ?)

Nécessité de communiquer // sensibiliser sur les modalités d'accès , les usages ?

Besoin de coordination départementale à réaffirmer par un action conjointe (ex. courrier commun envoyé par EPCI et partenaires auprès du CG) ?

- *Difficulté à obtenir/traiter les fichiers fonciers au niveau supra-territorial*
 - *Comment gérer les droits par EPCI ?*
 - *> frein éventuel pour une acquisition groupée*
 - *> contraintes juridiques à étudier avec DGFIP*
- *Quelle responsabilité engagée par la structure qui prendrait en charge le découpage (délais, risque d'erreurs...)*
- *Quelle pertinence d'une telle organisation ?*